

La commission exécutive de l'Union départementale FO de La Réunion réunie le mardi 09 avril à St Pierre appelle les salariés du privé comme du public, les jeunes, retraités et chômeurs à continuer à porter le 1^{er} mai, les revendications exprimées au cours des mois passés par la grève et les manifestations dans de nombreux secteurs.

Fidèle à nos positions contre la guerre dans le monde, nous revendiquons un cessez-le-feu immédiat et définitif en Ukraine, l'arrêt des bombardements et des massacres à Gaza et la libération de tous les otages.

Nous dénonçons les 413 milliards d'euros consacrés à l'armée alors que dans le même temps les budgets des services publics sont amputés de 10 milliards d'euros en 2024.

Les annonces présidentielles, du gouvernement et du patronat se succèdent. La casse sociale se poursuit :

- Remise en cause du droit de grève après les mouvements chez les cheminots,
- Dégradation de la situation des demandeurs d'emploi qui subiront la diminution de leurs droits et de leur indemnisation chômage,
- Volonté une nouvelle fois de s'attaquer au code du travail et donc aux garanties collectives et individuelles des travailleurs (droits au congé...)
- Attaque contre la sécurité sociale et remise en cause de celle de 1945 (déremboursement des soins et actes médicaux, augmentation du nombre de jours de carence, recul de l'âge de départ à la retraite
- Volonté de faire disparaître tous les services publics issus des actions du mouvement syndical et du Conseil National de la Résistance en les privatisant,
- Mise en place d'un véritable "laboratoire" de destruction des acquis sociaux notamment à l'occasion des jeux olympiques et paralympiques pendant lesquels les travailleurs devront "courber l'échine" en marquant une trêve sociale en ne faisant pas grève.

Nous exigeons des augmentations de salaires et des retraites qui tiennent compte de la vie chère dans notre île.

Nous exigeons la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires et des agents publics.

Ce sont les revendications portées par les salariés dans les entreprises et les agents publics qui s'opposent aux coupes budgétaires de 10 milliards cette année et de 20 milliards en 2025, imposées par le gouvernement alors que 80 milliards d'euros ont été donnés au patronat !

DEFENDONS NOS ACQUIS SOCIAUX, REVENDIQUONS, LUTTONS POUR PRESERVER NOS DROITS ET EN CONQUERIR D'AUTRES, JEUX OLYMPIQUES OU PAS !

Soyons nombreux à la manifestation organisée le 1^{er} mai par l'UD-FO